

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juillet 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 1
Absent(s) : 5
Nombres de votants : 21
Votes pour : 18
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 3
Date de la convocation : vendredi 30 juin 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0139

**Relative à la constitution du comité des partenaires à Mayotte conformément à
la loi d'orientation des mobilités**

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillère départementale représentée :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Salime MDERE, Madame Rosette VITTA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 3121-22 L. 3121-22 et L. 3122-5 ;
Vu le Code des transports, et notamment son article L.1231-5 ;
Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (dite LOM)
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL_2021_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission permanente ;
Vu la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
Vu le rapport n°2023-1876 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le Conseil départemental de Mayotte doit prévoir la création d'un comité des partenaires.

Après en avoir délibéré, par

**18 voix Pour
3 abstentions**

Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Hélène POLLOZEC et Madame Mariam SAID KALAME par procuration

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** d'approuver la création d'un Comité des Partenaires sur la mobilité ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à désigner par arrêté le président du comité des partenaires, et son suppléant en cas d'absence ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à désigner par arrêté les membres des collèges composant le comité des partenaires ;
- Article 4 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à effectuer toutes les démarches et signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 5 :** En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de Justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**


Ben Issa OUSSENI





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE** **Légifrance**
Le service public de la diffusion du droit

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Code des transports

Article L1231-5

Version en vigueur depuis le 07 juin 2023

PARTIE LEGISLATIVE (Articles L1000-1 à L6795-1)

PREMIERE PARTIE : DISPOSITIONS COMMUNES (Articles L1000-1 à L1893-1)

LIVRE II : LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ORGANISATION DES TRANSPORTS (Articles L1211-1 à L1272-6)

TITRE III : L'ORGANISATION GENERALE DES SERVICES DE MOBILITE (Articles L1231-1 à L1231-18)

Chapitre unique : Principes (Articles L1231-1 à L1231-18)

Section 1 : Les autorités organisatrices (Articles L1231-1 à L1231-5)

Article L1231-5

Version en vigueur depuis le 07 juin 2023

Modifié par LOI n°2023-171 du 9 mars 2023 - art. 35 (V)

Les autorités organisatrices mentionnées aux articles L. 1231-1 et L. 1231-3 créent un comité des partenaires dont elles fixent la composition et les modalités de fonctionnement. Ce comité associe a minima des représentants des employeurs et des associations d'usagers ou d'habitants ainsi que des habitants tirés au sort. Les autorités organisatrices consultent le comité des partenaires au moins une fois par an et avant toute évolution substantielle de l'offre de mobilité, de la politique tarifaire ainsi que sur la qualité des services et l'information des usagers mise en place. Ce comité des partenaires peut être consulté à l'occasion de l'évaluation de la politique de mobilité par l'autorité organisatrice de la mobilité prévue aux articles L. 1231-1-1 et L. 1231-3 et sur tout projet de mobilité structurant.

L'autorité mentionnée à l'article L. 1231-1 consulte également le comité des partenaires avant toute instauration ou évolution du taux du versement destiné au financement des services de mobilité et avant l'adoption du document de planification qu'elle élabore au titre du III de l'article L. 1231-1-1.

Lorsqu'elle intervient en application du II de l'article L. 1231-1, la région crée un comité des partenaires, associant les représentants des communes ou de leurs groupements, à l'échelle pertinente qui est au maximum celle d'un bassin de mobilité au sens des deux derniers alinéas de l'article L. 1215-1. Ce comité des partenaires peut être consulté à l'occasion de l'élaboration du plan mentionné à la seconde phrase du II de l'article L. 2151-2.

NOTA :

Conformément au IV de l'article 35 de la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023, ces dispositions entrent en vigueur le 7 juin 2023.

Renforcer la place des employeurs et des usagers dans la gouvernance locale de la mobilité

Créer le comité des partenaires associant a minima employeurs et usagers
et l'intégrer dans la gouvernance de la mobilité.

L'ESSENTIEL ☆

Le comité des partenaires est instauré par chaque autorité organisatrice de la mobilité (AOM) et autorité organisatrice de la mobilité régionale (AOMr). Il est consulté au moins une fois par an avant toute évolution substantielle de l'offre de mobilité mise en place, des orientations de la politique tarifaire, de la qualité des services et de l'information.

L'AOM le consulte également sur l'instauration ou l'évolution du taux de versement mobilité ainsi que le document de planification de sa politique.

La composition et les modalités de fonctionnement du comité sont fixés par l'AOM.

● Entrée en vigueur

Dès la promulgation de la loi.

À NOTER ✎

Chaque AOM et AOMR rend également compte annuellement de la mise en œuvre du contrat opérationnel de mobilité au comité des partenaires.

POUR ALLER PLUS LOIN >>>

Article 15 de la loi

Exemples de services :

www.francemobilites.fr

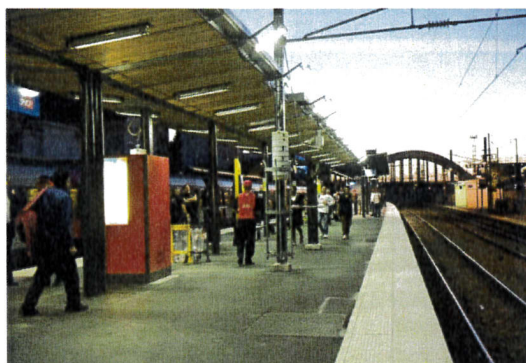
LES OBJECTIFS 🎯

● Garantir, à travers la mise en place d'un comité des partenaires, un dialogue permanent entre les autorités organisatrices de la mobilité, les usagers ou habitants et les employeurs, qui sont à la fois financeurs, à travers les recettes ou les impôts locaux, dont le versement mobilité, et bénéficiaires des services de mobilité mis en place.

● Permettre une meilleure compréhension des enjeux liés à la mise en place de services de mobilité.

CE QUE CHANGE LA LOI 📄

Création du comité des partenaires, garant de la mise en place d'un dialogue entre AOM, usagers et habitants.



LES ACTEURS CONCERNÉS



- ➡ Les AOM
- ➡ Les régions



FRANCE MOBILITÉS
FRENCH MOBILITY

Comité des Partenaires – Mobilité

Règlement intérieur

Préambule

La loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019, complétée par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, a prévu la création d'un Comité des Partenaires. Les règles relatives à la composition et aux attributions de ce Comité sont codifiées à l'article L. 1231-5 du Code des Transports. L'objectif de la création du Comité des Partenaires est de garantir un dialogue permanent entre l'Autorité Organisatrice de Mobilité, les habitants, les usagers et le tissu économique, qui financent en partie les offres de mobilité du territoire. En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son ressort régional, le Conseil départemental de Mayotte doit mettre en place un Comité des Partenaires. L'objet du présent règlement intérieur est de définir, en application de l'article L. 1231-5 du Code des Transports, la composition et les modalités de fonctionnement du Comité des Partenaires, institué par délibération du Conseil Départemental de Mayotte en date du

Article 1 - La composition du Comité des Partenaires

Présidée par le Président de Conseil Départemental de Mayotte ou son représentant, le Comité des Partenaires est composé de représentants d'élus communautaires, de représentants des employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés, de représentants d'associations représentatives d'usagers ou d'habitants et de représentants d'usagers, d'habitants tirés au sort, de représentant des partenaires institutionnels, de représentant d'opérateur de transport et de représentants d'autres partenaires.

Au total, le Comité des Partenaires est composé de 31 membres, répartis en 4 collèges :

Collège institutionnel : 11 membres

- Le préfet de Mayotte ou son représentant.
- Les intercommunalités (5) : Élu délégué aux Mobilités ou Vice-Président Transport,
- Le président de l'association de maire de Mayotte ou son représentant,
- Mr le directeur du CHM ou son représentant.
- Mr le recteur de Mayotte ou son représentant.
- 1 représentant du conseil municipalité de Dzaoudzi-Labattoir (maire ou ou son représentant)
- 1 représentant du conseil municipalité de Pamandzi (maire ou ou son représentant)

Collège des employeurs et acteurs de l'insertion : 5 membres

- 1 représentant de la CPME Mayotte,
- 1 représentant du MEDEF Mayotte,
- 1 représentant de la CCI Mayotte,
- 1 représentant de la CMA Mayotte,
- 1 représentant de la chambre d'agriculture de Mayotte,

Collège de la société civile et des habitants : 11 membres

- 7 habitants tirés au sort : 1 par intercommunalité,
- 1 représentant des parents d'élèves API / PEEP / FCPE,
- 2 représentants des fédérations d'associations de parents d'élèves (collèges et lycées),
- 1 représentant de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports.

Collège des transporteurs : 4 membres

- 1 représentant du GIE Ouvoimoja
- 1 représentant du GIE TAMA
- 1 représentant de la société Opti nom (Matis)
- 1 représentant de la société TRANSDEV

Les représentants siégeant au Comité des Partenaires sont désignés, par arrêtés du Président du Conseil Départemental de Mayotte. La décision institutive autorise la suppléance.

Ainsi, en cas d'absence ou d'empêchement des titulaires, ces derniers peuvent être représentés par un suppléant préalablement désigné.

Toute modification relative à la composition du Comité des Partenaires relève du Conseil Départemental de Mayotte.

En fonction de l'ordre du jour, le Comité des Partenaires peut, sur proposition du Président ou de son représentant, inviter à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Article 2 : Durée du mandat

Les membres du Comité des Partenaires sont nommés pour la durée du mandat du conseil départemental y compris lorsque la nomination intervient en cours de mandat.

Article 2 - Attributions

Les Autorités Organisatrices de Mobilité consultent le Comité des Partenaires avant toute évolution substantielle de l'offre de mobilité, de la politique tarifaire ainsi que sur la qualité des services et l'information des usagers mise en place. Le Comité des Partenaires doit également être consulté avant toute instauration ou évolution du taux du versement destiné au financement des services de mobilité et avant l'adoption du document de planification de leur politique de mobilité. Le Comité des Partenaires peut être consulté sur tout autre sujet en lien avec la mobilité. Le Comité des Partenaires formule des avis préalable simple sur les sujets qui lui sont transmis. Ces avis ne sont pas contraignants pour l'Autorité Organisatrice de Mobilité.

Article 3 – Périodicité des séances

Le Comité des Partenaires se réunit au moins une fois par an. Il peut, en outre, être réuni par son Président ou son représentant chaque fois que celui-ci le juge utile.

Article 4 – Convocations du Comité des Partenaires

Toute convocation est faite par le Président ou son représentant. Elle est adressée par courriel ou envoi postal (pour les personnes qui en feraient la demande), au moins cinq jours francs avant la date de la réunion, à chacun des membres désignés représentés. La convocation

indique l'ordre du jour. En cas de besoin, Le Président ou son représentant inscrit à l'ordre du jour tout sujet complémentaire.

Article 5 – Organisation des réunions

Les réunions feront l'objet d'un compte-rendu adressé à l'ensemble des membres du Comité des Partenaires. Afin de rendre son avis, le Comité des Partenaires délibère valablement sans condition de quorum. Si le contexte le nécessite, ou si le Président ou son représentant le décide, la réunion du Comité des Partenaires peut se tenir de manière dématérialisée par visioconférence ou téléconférence en veillant à assurer une accessibilité de l'instance aux personnes en situation de handicap.

Article 6 – Pouvoirs

Un membre du Comité des Partenaires empêché d'assister à une séance peut donner pouvoir écrit de voter en son nom à son suppléant préalablement désigné ou en cas d'absence de son suppléant à un autre membre du même collège siégeant régulièrement. Un même membre ne peut être porteur que de 2 pouvoirs. La représentation par procuration cesse de plein droit dès l'arrivée en séance du membre représenté.

Article 7 – Adoption des avis

Lorsqu'il est requis, l'avis du Comité des Partenaires doit être rendu préalablement à toute délibération du Conseil départemental de Mayotte pour les cas visés à l'article L.1231.5 du code des transports et exposés ci-avant. Cet avis sera rendu à la majorité des membres présents ou représentés. Sur décision du Président ou son représentant, il pourra être procédé au recueil individuel des avis de ses membres. Ces avis figurent au compte rendu de la réunion. Pour tous les votes d'avis, le vote est exprimé à main levée. En cas de partage des voix, la voix du Président ou son représentant est prépondérante.

Article 8 - La participation aux travaux du comité

La participation aux travaux et réunions du Comité des Partenaires se fait à titre bénévole.

Article 9 - Police de la Commission

Le Président ou son représentant est garant du règlement intérieur et de la bonne conduite des débats. Les séances ne sont pas publiques. Les interventions en cours de débats ne peuvent porter que sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. Deux jours francs avant la date d'une réunion, un membre peut solliciter le Président ou son représentant pour inscrire un sujet à l'ordre du jour. En cas de nécessité, le Président ou son représentant peut suspendre ou ajourner la réunion.